



# 9

## ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

<b>Présentation - Définitions</b>	94
<b>9-1</b> Le contexte européen	96
<b>9-2</b> Le contexte régional	98
<b>9-3</b> Le contexte départemental	100

## PRÉSENTATION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est supérieur de 4 % à la moyenne des 28 pays membres de l'Union européenne en 2017, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe à cet égard le 11<sup>e</sup> rang en Europe, entre le Royaume-Uni et l'Italie, tandis que les pays qui ont adhéré plus récemment se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne européenne.

Au sein de l'Union européenne, la France a la plus forte dépense publique, exprimée en pourcentage de son PIB : avec 56,5 % en 2017. Entre 2016 et 2017, le poids des dépenses des administrations publiques dans le PIB a diminué de 0,4 point dans l'Union européenne, et de 0,1 point en France. La France se situe à cet égard nettement au-dessus de la moyenne européenne (45,8 %), et devance la Finlande, la Belgique et le Danemark. Ceci est dû en France au niveau des dépenses des administrations de sécurité sociale (26 % du PIB en France), tandis que ce sont plutôt celles des administrations locales qui pèsent le plus dans ces trois autres pays.

Les dépenses des administrations locales représentent en France 11,1 % du PIB, en 2017 comme en 2016. Cette part est inférieure à la moyenne européenne qui est de 15,3 % en tenant compte des dépenses des États fédérés. Les dépenses des administrations locales représentent en France 19,6 % des dépenses des administrations publiques, très en dessous de la moyenne européenne, de 33,4 % (graphique).

Alors que la France représente 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 35 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

En France, la part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants est très variable d'un département à l'autre : sur 100 départements, cette part est supérieure à 50 % dans 23 départements (ceux de l'Île-de-France, mais aussi les 5 DOM) ; elle est inférieure à 25 % dans 28 autres départements (la Haute-Loire, l'Ariège, la Haute-Saône, ...).

La situation économique est également très variable d'un département à l'autre, avec un taux de chômage supérieur à 12 % dans 10 départements (les 5 DOM, puis les Pyrénées-Orientales, l'Hérault, le Gard...) et inférieur à 7 % dans 13 autres, notamment certains départements très ruraux (Cantal, Lozère, Mayenne, où le taux de chômage est inférieur à 6 %).

## POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées européennes et leurs métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>

– thème « Économie et finances », rubriques : « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Statistiques sur les finances publiques » ;

- thème « Population et conditions sociales », rubrique : « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes (NUTS), voir :

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>

Pour la liste des unités administratives locales (UAL) voir :

<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/nuts/local-administrative-units>

## DÉFINITIONS

### ► Le produit intérieur brut (PIB)

Le PIB et le PIB par habitant sont des indicateurs de la valeur ajoutée d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de celle des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production.

### ► Le standard de pouvoir d'achat (SPA)

Le SPA est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

### ► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2016, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux :

- la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (régions et départements en France, Länder et Kreise en Allemagne, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province en Italie, etc.). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3;
- à un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL).

Le secteur des **administrations publiques** comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

Les **dépenses des administrations publiques** sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

La **formation brute de capital fixe des administrations publiques** (SEC2010 code P.51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

La **dette publique** est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euros en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque centrale européenne (BCE).

## Données économiques, territoriales et démographiques

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux <sup>(a)</sup>				Population en millions d'habitants (au 1 <sup>er</sup> janvier)
			« Régions 1 » (NUTS 1)	« Régions 2 » (NUTS 1)	« Départements » (NUTS 3)	« Communes » (UAL)	
	2016	2017	2018	2018	2018	2018	2018
Allemagne	124	124	16	38	403	11 130	82,8
Autriche	128	127	3	9	35	2 098	8,8
Belgique	118	117	3	11	44	589	11,4
Bulgarie	48	49	2	6	28	265	7,1
Chypre	84	85	1	1	1	615	0,9
Croatie	61	62	1	2	21	556	4,1
Danemark	126	128	1	5	11	99	5,8
Espagne	91	92	7	19	59	8 124	46,7
Estonie	77	79	1	1	5	79	1,3
Finlande	109	109	2	5	19	311	5,5
<b>France</b>	<b>104</b>	<b>104</b>	<b>14</b>	<b>27</b>	<b>101</b>	<b>35 357</b>	<b>66,4</b>
Grèce	68	67	4	13	52	<sup>6 133</sup>	10,7
Hongrie	67	68	3	8	20	3 155	9,8
Irlande	177	181	1	3	8	3 441	4,8
Italie	97	96	5	21	110	7 960	60,5
Lettonie	64	67	1	1	6	119	1,9
Lituanie	75	78	1	2	10	60	2,8
Luxembourg	260	253	1	1	1	102	0,6
Malte	94	96	1	1	2	68	0,5
Pays-Bas	128	128	4	12	40	380	17,2
Pologne	68	70	7	17	73	2 478	38,0
Portugal	77	77	3	7	25	3 400	10,3
République tchèque	88	89	1	8	14	6 258	10,6
Roumanie	59	63	4	8	42	3 181	19,5
Royaume-Uni	107	105	12	41	179	400	66,3
Slovaquie	77	76	1	4	8	2 926	5,4
Slovénie	83	85	1	2	12	212	2,1
Suède	122	121	3	8	21	290	10,1
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>281</b>	<b>1 350</b>	<b>99 786</b>	<b>512,4</b>

(a) Il s'agit du découpage selon la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS) et des unités administratives locales (UAL) d'Eurostat (voir définitions). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS 1 en regroupant les régions ultrapériphériques en une seule unité, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS 2 et les départements comme NUTS 3.

Source : Eurostat ; valeurs provisoires.

## Données des finances publiques 2017

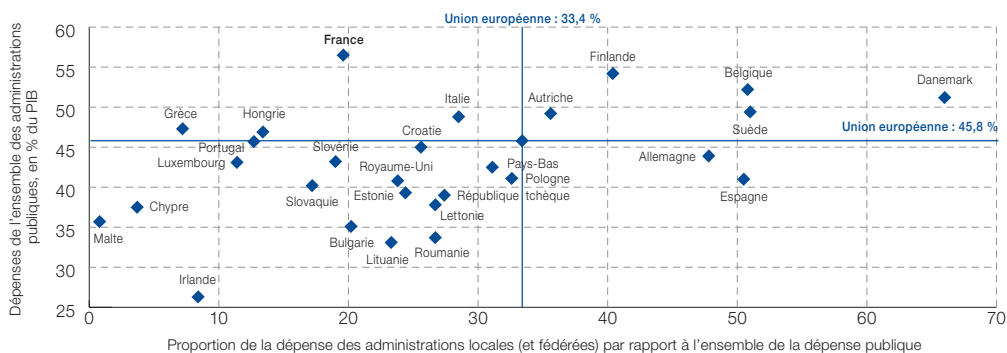
(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes des administrations publiques
	Ensemble des administrations publiques <sup>(a)</sup>	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	43,9	12,5	13,1	7,9	19,1	2,2	63,9
Autriche	49,2	32,2	9,2	8,3	16,8	3,1	78,3
Belgique	52,2	26,7	19,4	7,1	21,4	2,2	103,4
Bulgarie	35,1	24,1	–	7,1	14,3	2,2	25,6
Chypre	37,5	28,8	–	1,4	8,1	2,7	96,1
Croatie	45,0	28,7	–	11,5	17,8	2,7	77,5
Danemark	51,2	37,7	–	33,8	2,1	3,4	36,1
Espagne	41,0	18,7	14,9	5,8	14,2	2,0	98,1
Estonie	39,3	33,5	–	9,6	5,9	5,4	8,7
Finlande	54,2	26,6	–	21,9	19,7	4,1	61,3
<b>France</b>	<b>56,5</b>	<b>23,2</b>	<b>–</b>	<b>11,1</b>	<b>26,1</b>	<b>3,4</b>	<b>98,5</b>
Grèce	47,3	35,9	–	3,4	21,0	4,4	176,1
Hongrie	46,9	34,1	–	6,3	14,4	4,5	73,3
Irlande	26,3	25,1	–	2,2	–	1,8	68,4
Italie	48,8	28,8	–	13,9	19,5	2,0	131,2
Lettonie	37,8	22,5	–	10,1	9,0	4,4	40,0
Lituanie	33,1	21,7	–	7,7	12,1	3,2	39,4
Luxembourg	43,1	31,1	–	4,9	17,7	4,1	23,0
Malte	35,7	35,7	–	0,3	–	2,3	50,9
Pays-Bas	42,5	25,4	–	13,2	16,2	3,4	57,0
Pologne	41,1	24,9	–	13,4	16,2	3,8	50,6
Portugal	45,7	34,4	–	5,8	12,1	1,8	124,8
République tchèque	39,0	28,4	–	10,7	5,5	3,4	34,7
Roumanie	33,7	23,8	–	9,0	10,4	2,6	35,1
Royaume-Uni	40,8	37,3	–	9,7	–	2,7	87,4
Slovaquie	40,2	24,5	–	6,9	14,4	3,2	50,9
Slovénie	43,2	26,4	–	8,2	17,2	3,1	74,1
Suède	49,4	29,0	–	25,2	6,6	4,6	40,8
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>45,8</b>	<b>24,9</b>	<b>4,7</b>	<b>10,6</b>	<b>15,1</b>	<b>2,7</b>	<b>81,6</b>

(a) Montants neutralisés des flux entre administrations.

– non applicable.

Source : Eurostat ; valeurs provisoires.



Source : Eurostat.

# 9-2 Le contexte régional

## Caractéristiques physiques et démographiques

	Population <sup>(a)</sup>	Taux de croissance de la population entre 2014 et 2019 (en %)	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	Part (en %) de la population vivant :	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(a)</sup>	dans les grandes aires urbaines <sup>(b)</sup>
Auvergne-Rhône-Alpes	7 916 889	+ 3,7	69 711	114	4 030	41,4	85,4
Bourgogne-Franche-Comté	2 818 338	+ 0,1	47 784	59	3 704	26,6	67,9
Bretagne	3 306 529	+ 2,8	27 208	122	1 208	32,1	71,3
Centre-Val de Loire	2 577 866	+ 0,8	39 151	66	1 758	35,0	74,3
Corse	330 455	+ 5,1	8 680	38	360	38,0	61,8
Grand Est	5 555 186	+ 0,3	57 441	97	5 121	35,9	80,4
Hauts-de-France	6 006 870	+ 0,8	31 806	189	3 789	43,0	89,2
Normandie	3 335 929	+ 0,6	29 907	112	2 651	33,6	76,1
Nouvelle-Aquitaine	5 935 603	+ 2,8	84 036	71	4 314	34,3	70,5
Occitanie	5 808 435	+ 4,2	72 724	80	4 454	39,3	74,4
Pays de la Loire	3 737 632	+ 3,8	32 082	117	1 238	43,8	75,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 021 928	+ 2,2	31 400	160	946	71,0	91,0
<b>France métropolitaine sauf Île-de-France</b>	<b>52 351 660</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>531 929</b>	<b>98</b>	<b>33 573</b>	<b>40,7</b>	<b>79,1</b>
Île-de-France	12 117 132	+ 2,2	12 012	1 009	1 268	84,5	99,8
<b>France métropolitaine</b>	<b>64 468 792</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>543 941</b>	<b>119</b>	<b>34 841</b>	<b>49,0</b>	<b>83,0</b>
Guadeloupe	394 110	- 2,6	1 628	242	32	77,3	92,8
Guyane	269 352	+ 13,4	83 534	3	22	83,6	51,2
Martinique	376 480	- 4,0	1 128	334	34	71,2	83,4
Réunion	852 924	+ 2,9	2 504	341	24	94,7	87,5
Mayotte	256 518	+ 37,6	374	685	17	81,2	88,6
<b>Outre-mer</b>	<b>2 149 384</b>	<b>+ 4,9</b>	<b>89 168</b>	<b>24</b>	<b>129</b>	<b>84,4</b>	<b>83,3</b>
<b>France</b>	<b>66 618 176</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>633 109</b>	<b>105</b>	<b>34 970</b>	<b>50,1</b>	<b>83,0</b>

Source : Insee, DESL.

(a) Population municipale en vigueur en 2019 (millésimée 2016), délimitation communale au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

(b) Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

## Caractéristiques démographiques et économiques

	Part (en %) de la population		Taux d'activité des 15-64 ans <sup>(b)</sup> (en %)	Taux de chômage <sup>(c)</sup> (en %)	PIB régionaux <sup>(d)</sup>		
	de moins de 20 ans <sup>(a)</sup> (en %)	de 60 ans et plus <sup>(a)</sup> (en %)			En millions d'euros	En euros/habitant	En euros/emploi
Auvergne-Rhône-Alpes	24,3	25,8	75,0	7,9	250 120	31 639	75 057
Bourgogne-Franche-Comté	22,7	29,9	73,9	7,9	73 942	26 218	68 297
Bretagne	23,3	28,9	73,1	7,6	91 910	27 838	69 237
Centre-Val de Loire	23,5	29,2	74,6	8,6	70 355	27 274	70 402
Corse	20,0	30,0	70,9	8,9	8 868	26 954	72 047
Grand Est	22,9	26,9	73,1	8,7	152 170	27 378	71 848
Hauts-de-France	25,7	24,2	70,7	11,3	156 922	26 095	71 672
Normandie	23,9	28,2	73,1	9,0	91 740	27 465	71 694
Nouvelle-Aquitaine	21,7	30,6	73,6	8,4	163 898	27 657	69 464
Occitanie	22,4	29,0	72,5	10,7	159 115	27 449	70 723
Pays de la Loire	24,8	26,9	75,2	7,6	109 767	29 424	70 963
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,4	29,3	71,8	10,6	154 879	30 864	75 545
<b>France métropolitaine sauf Île-de-France</b>	<b>23,4</b>	<b>27,8</b>	<b>n. d.</b>	<b>n. d.</b>	<b>1 483 685</b>	<b>28 358</b>	<b>71 821</b>
Île-de-France	25,6	20,2	76,3	8,0	668 823	55 227	107 760
<b>France métropolitaine</b>	<b>23,8</b>	<b>26,4</b>	<b>73,8</b>	<b>8,8</b>	<b>2 152 508</b>	<b>33 409</b>	<b>80 124</b>
Guadeloupe	25,3	26,2	70,2	22,4	8 417	21 201	67 136
Guyane	41,3	8,8	62,0	22,4	4 175	15 853	74 505
Martinique	22,5	28,9	71,2	17,8	9 069	23 900	68 119
Réunion	30,7	17,7	70,0	22,8	17 997	21 090	63 966
Mayotte	53,8	4,3	52,1	25,9	2 035	8 661	45 415
<b>Outre-mer</b>	<b>32,7</b>	<b>18,2</b>	<b>n. d.</b>	<b>n. d.</b>	<b>41 692</b>	<b>19 591</b>	<b>65 074</b>
<b>France</b>	<b>24,1</b>	<b>26,1</b>	<b>73,7</b>	<b>9,4</b>	<b>2 194 200</b>	<b>32 967</b>	<b>79 773</b>

Source : Insee.

(a) Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (résultats provisoires).

(b) Recensement de population 2015, exploitation principale.

(c) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (données CVS et provisoires); Mayotte : enquête Emploi (situation au 2<sup>e</sup> trimestre 2017); autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017); France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017, ne comprend pas Mayotte.

(d) Comptes régionaux (données 2015).

# 9-3a Le contexte départemental

## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Population <sup>(a)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en habitants/ km <sup>2</sup> )	Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2019		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(a)</sup> (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	638 425	5 762	111	393	291	18,6
02 Aisne	536 136	7 362	73	800	721	29,7
03 Allier	339 384	7 340	46	317	278	31,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	162 565	6 925	23	198	177	23,4
05 Hautes-Alpes	141 107	5 549	25	162	144	37,4
06 Alpes-Maritimes	1 083 704	4 299	252	163	93	78,7
07 Ardèche	325 157	5 529	59	335	254	15,4
08 Ardennes	275 371	5 229	53	449	405	23,1
09 Ariège	153 067	4 890	31	327	294	10,2
10 Aube	308 910	6 004	51	431	396	35,7
11 Aude	368 025	6 139	60	433	392	35,9
12 Aveyron	278 697	8 735	32	285	263	25,0
13 Bouches-du-Rhône	2 019 717	5 087	397	119	13	80,1
14 Calvados	693 679	5 534	125	527	409	27,6
15 Cantal	145 969	5 726	25	246	235	17,8
16 Charente	353 288	5 956	59	366	332	17,2
17 Charente-Maritime	642 191	6 864	94	463	395	22,3
18 Cher	307 110	7 235	42	287	265	29,9
19 Corrèze	241 535	5 857	41	280	253	25,4
20 Corse	330 455	8 680	38	360	326	38,0
21 Côte-d'Or	533 213	8 763	61	700	654	40,1
22 Côtes-d'Armor	598 953	6 878	87	348	261	20,2
23 Creuse	119 502	5 565	21	256	251	11,1
24 Dordogne	414 789	9 060	46	505	439	16,3
25 Doubs	538 549	5 234	103	573	500	34,0
26 Drôme	508 006	6 530	78	364	303	37,2
27 Eure	602 825	6 040	100	585	480	22,8
28 Eure-et-Loir	433 929	5 880	74	365	308	28,2
29 Finistère	908 249	6 733	135	277	176	36,4
30 Gard	742 006	5 853	127	351	233	36,7
31 Haute-Garonne	1 348 183	6 309	214	586	455	54,7
32 Gers	190 664	6 257	30	461	447	11,3
33 Gironde	1 566 679	9 976	157	535	353	55,5
34 Hérault	1 132 481	6 101	186	342	217	48,9
35 Ille-et-Vilaine	1 051 779	6 775	155	333	245	37,3
36 Indre	223 505	6 791	33	241	217	25,0
37 Indre-et-Loire	606 223	6 127	99	272	199	45,6
38 Isère	1 252 912	7 431	169	512	316	35,5
39 Jura	260 517	4 999	52	494	448	15,7
40 Landes	405 010	9 243	44	327	274	22,3
41 Loir-et-Cher	332 769	6 343	52	267	223	24,1
42 Loire	761 997	4 781	159	323	222	43,1
43 Haute-Loire	227 339	4 977	46	257	226	8,4
44 Loire-Atlantique	1 380 852	6 874	201	207	111	53,4
45 Loiret	674 330	6 775	100	326	250	40,7
46 Lot	173 347	5 217	33	313	287	11,2
47 Lot-et-Garonne	332 833	5 361	62	319	263	22,1
48 Lozère	76 422	5 167	15	152	144	15,5
49 Maine-et-Loire	810 934	7 107	114	177	116	56,9
50 Manche	498 362	5 951	84	446	392	28,9
51 Marne	570 883	8 169	70	613	571	48,0
52 Haute-Marne	178 084	6 211	29	426	402	26,6

Source : Insee, DESL.

(a) population municipale en vigueur en 2019 (millésimée 2016), délimitation communale au 1<sup>er</sup> janvier 2019.



## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Population <sup>(a)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en habitants/ km <sup>2</sup> )	Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2019		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(a)</sup> (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
53 Mayenne	307 688	5 175	59	242	221	25,8
54 Meurthe-et-Moselle	733 821	5 246	140	591	489	30,9
55 Meuse	189 055	6 211	30	499	474	17,5
56 Morbihan	747 548	6 823	110	250	182	29,1
57 Moselle	1 045 271	6 216	168	725	565	37,5
58 Nièvre	209 161	6 817	31	309	289	20,7
59 Nord	2 603 723	5 743	453	648	314	57,4
60 Oise	823 542	5 860	141	679	551	32,4
61 Orne	285 308	6 103	47	385	353	19,2
62 Pas-de-Calais	1 470 725	6 671	220	890	618	34,3
63 Puy-de-Dôme	650 700	7 970	82	464	399	41,2
64 Pyrénées-Atlantiques	673 986	7 645	88	546	409	39,9
65 Hautes-Pyrénées	227 829	4 464	51	469	410	23,7
66 Pyrénées-Orientales	474 369	4 116	115	226	157	37,3
67 Bas-Rhin	1 121 407	4 755	236	514	357	44,3
68 Haut-Rhin	762 743	3 525	216	366	225	39,5
69 Rhône	1 835 903	3 249	565	267	108	71,0
70 Haute-Saône	237 242	5 360	44	539	502	10,8
71 Saône-et-Loire	555 023	8 575	65	565	490	23,9
72 Sarthe	567 561	6 206	91	354	288	32,0
73 Savoie	429 681	6 028	71	273	162	27,9
74 Haute-Savoie	801 416	4 388	183	279	138	38,1
75 Paris	2 190 327	105	20 781	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 255 755	6 278	200	708	567	47,2
77 Seine-et-Marne	1 397 665	5 915	236	507	340	51,4
78 Yvelines	1 431 808	2 284	627	259	127	70,8
79 Deux-Sèvres	374 743	5 999	62	256	220	27,5
80 Somme	572 744	6 170	93	772	692	27,4
81 Tarn	386 448	5 758	67	314	267	33,4
82 Tarn-et-Garonne	256 897	3 718	69	195	161	33,9
83 Var	1 055 821	5 973	177	153	58	66,3
84 Vaucluse	559 014	3 567	157	151	78	54,0
85 Vendée	670 597	6 720	100	258	193	26,5
86 Vienne	436 069	6 990	62	266	229	29,8
87 Haute-Vienne	374 978	5 520	68	195	173	41,3
88 Vosges	369 641	5 874	63	507	407	13,9
89 Yonne	340 544	7 427	46	423	397	17,8
90 Territoire de Belfort	144 089	609	236	101	64	34,0
91 Essonne	1 287 330	1 804	713	194	73	68,4
92 Hauts-de-Seine	1 603 268	176	9 130	36	0	99,3
93 Seine-Saint-Denis	1 606 660	236	6 802	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 378 151	245	5 624	47	0	97,0
95 Val-d'Oise	1 221 923	1 246	981	184	89	76,1
971 Guadeloupe	394 110	1 628	242	32	4	77,3
972 Martinique	376 480	1 128	334	34	8	71,2
973 Guyane	269 352	83 534	3	22	12	83,6
974 La Réunion	852 924	2 504	341	24	2	94,7
976 Mayotte	256 518	374	685	17	2	81,2
<b>France métropolitaine sauf Paris</b>	<b>62 278 465</b>	<b>543 836</b>	<b>115</b>	<b>34 840</b>	<b>27 755</b>	<b>47,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>64 468 792</b>	<b>543 941</b>	<b>119</b>	<b>34 841</b>	<b>27 755</b>	<b>49,0</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>2 149 384</b>	<b>89 168</b>	<b>24</b>	<b>129</b>	<b>28</b>	<b>84,4</b>
<b>France</b>	<b>66 618 176</b>	<b>633 109</b>	<b>105</b>	<b>34 970</b>	<b>27 783</b>	<b>50,1</b>

Source : Insee, DESL.

(a) population municipale en vigueur en 2019 (millésimée 2016), délimitation communale au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

# 9-3b Le contexte départemental

## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans <sup>(a)</sup> (en %)	Part de la population de 75 ans et plus <sup>(a)</sup> (en %)	Taux de chômage <sup>(b)</sup> (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA <sup>(c)</sup>	Voirie départementale (en km) <sup>(d)</sup>	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	62,4	8,1	6,6	7 557	4 457	7,0
02 Aisne	60,6	9,1	12,6	17 120	5 442	10,1
03 Allier	57,5	13,3	9,7	9 476	5 254	15,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	58,0	12,7	11,0	4 228	2 550	15,7
05 Hautes-Alpes	59,3	11,6	8,6	2 797	1 936	13,7
06 Alpes-Maritimes	59,6	12,6	9,7	24 043	1 707	1,6
07 Ardèche	58,7	11,6	10,1	6 441	3 777	11,6
08 Ardennes	60,9	10,0	10,6	10 546	3 376	12,3
09 Ariège	58,4	12,6	11,5	6 019	2 666	17,4
10 Aube	60,4	9,9	11,3	9 508	4 501	14,6
11 Aude	57,7	12,4	12,3	16 667	4 300	11,7
12 Aveyron	57,5	13,8	6,8	4 004	5 908	21,2
13 Bouches-du-Rhône	61,9	9,7	11,0	76 689	3 058	1,5
14 Calvados	61,2	10,0	8,5	14 705	5 744	8,3
15 Cantal	57,7	13,7	5,5	2 175	3 968	27,2
16 Charente	59,2	12,1	8,7	10 490	5 143	14,6
17 Charente-Maritime	57,5	12,8	9,3	15 933	6 081	9,5
18 Cher	58,3	12,2	9,4	9 273	4 608	15,0
19 Corrèze	58,1	13,3	7,4	3 201	4 757	19,7
20 Corse	61,3	11,5	8,9	6 113	4 466	13,5
21 Côte-d'Or	62,8	9,7	7,4	9 423	5 816	10,9
22 Côtes-d'Armor	57,2	12,4	8,1	10 609	4 499	7,5
23 Creuse	56,2	15,0	8,7	2 598	4 395	36,8
24 Dordogne	56,7	13,9	9,3	10 351	4 944	11,9
25 Doubs	62,1	9,2	8,0	11 679	3 694	6,9
26 Drôme	59,6	10,1	10,1	11 815	4 247	8,4
27 Eure	61,2	8,5	9,2	12 734	4 390	7,3
28 Eure-et-Loir	60,0	9,8	8,6	7 996	7 461	17,2
29 Finistère	60,7	10,7	7,9	17 369	3 558	3,9
30 Gard	59,8	10,5	12,6	30 210	4 440	6,0
31 Haute-Garonne	66,1	7,7	8,6	36 570	6 606	4,9
32 Gers	57,4	13,6	6,8	3 783	3 558	18,7
33 Gironde	63,9	8,7	8,8	40 943	6 476	4,1
34 Hérault	61,9	9,9	12,9	39 836	5 203	4,6
35 Ille-et-Vilaine	63,5	8,4	6,9	16 880	5 182	4,9
36 Indre	57,1	13,7	8,9	4 853	4 982	22,3
37 Indre-et-Loire	61,0	10,5	8,3	13 351	3 954	6,5
38 Isère	62,6	8,5	7,5	23 656	5 160	4,1
39 Jura	59,5	11,3	6,5	3 618	3 545	13,6
40 Landes	59,0	11,8	8,7	7 938	4 216	10,4
41 Loir-et-Cher	58,6	11,8	7,8	6 872	3 428	10,3
42 Loire	59,4	10,8	8,9	16 639	3 798	5,0
43 Haute-Loire	59,3	11,3	7,3	3 230	3 413	15,0
44 Loire-Atlantique	62,9	8,2	7,4	29 142	4 645	3,4
45 Loiret	61,0	9,4	8,8	14 878	3 619	5,4
46 Lot	56,2	14,7	8,9	3 599	4 013	23,1
47 Lot-et-Garonne	57,6	12,8	9,0	9 388	2 957	8,9
48 Lozère	59,1	12,5	5,9	1 238	2 263	29,6
49 Maine-et-Loire	61,3	9,8	8,3	15 375	4 858	6,0
50 Manche	58,8	12,1	6,9	7 484	7 759	15,6
51 Marne	62,8	8,6	8,4	13 795	4 182	7,3
52 Haute-Marne	59,5	11,9	7,8	4 227	3 893	21,9

Source : Insee, Drees, DGCL.

(a) Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (données provisoires).

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (données CVS et provisoires) ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2<sup>e</sup> trimestre 2017) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017, ne comprend pas Mayotte.

(c) Au 31 décembre 2017.

(d) Année 2017.

## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans <sup>(a)</sup> (en %)	Part de la population de 75 ans et plus <sup>(a)</sup> (en %)	Taux de chômage <sup>(b)</sup> (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA <sup>(c)</sup>	Voirie départementale (en km) <sup>(d)</sup>	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
53 Mayenne	59,3	10,8	5,8	3 696	3 675	11,9
54 Meurthe-et-Moselle	63,5	9,1	8,9	22 058	3 314	4,5
55 Meuse	60,3	10,4	8,5	4 969	3 530	18,7
56 Morbihan	58,9	11,3	8,1	13 632	4 210	5,6
57 Moselle	63,4	9,2	9,0	26 857	4 300	4,1
58 Nièvre	56,0	14,3	7,8	5 585	4 349	20,8
59 Nord	63,6	7,5	11,9	109 641	5 257	2,0
60 Oise	63,0	7,2	9,0	19 138	4 249	5,2
61 Orne	57,7	12,8	8,5	6 966	5 857	20,5
62 Pas-de-Calais	62,2	8,1	11,1	55 692	6 253	4,3
63 Puy-de-Dôme	61,9	10,1	7,9	15 425	7 217	11,1
64 Pyrénées-Atlantiques	60,4	11,9	7,6	14 012	4 448	6,6
65 Hautes-Pyrénées	58,0	13,8	9,8	5 383	2 942	12,9
66 Pyrénées-Orientales	57,8	12,5	14,6	21 691	2 164	4,6
67 Bas-Rhin	64,7	8,7	7,6	26 357	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	62,5	9,3	8,5	15 297	2 603	3,4
69 Rhône	64,0	8,3	8,2	45 057	3 259	1,8
70 Haute-Saône	59,6	10,4	8,3	4 389	3 454	14,6
71 Saône-et-Loire	58,0	12,5	7,9	10 021	5 481	9,9
72 Sarthe	59,6	10,7	8,7	10 872	4 264	7,5
73 Savoie	62,0	9,9	6,7	5 517	3 126	7,3
74 Haute-Savoie	64,0	7,6	6,6	7 920	2 990	3,7
75 Paris	68,9	7,9	7,1	61 424	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	62,0	9,0	10,2	41 065	5 666	4,5
77 Seine-et-Marne	64,5	6,2	7,4	28 061	4 324	3,1
78 Yvelines	63,0	7,8	6,9	21 372	1 574	1,1
79 Deux-Sèvres	59,3	11,3	6,8	6 788	3 994	10,7
80 Somme	62,6	8,9	10,8	18 051	4 540	7,9
81 Tarn	58,5	12,5	9,7	10 419	4 149	10,7
82 Tarn-et-Garonne	59,5	10,5	10,5	6 418	2 523	9,8
83 Var	58,5	12,5	10,1	30 742	2 938	2,8
84 Vaucluse	60,1	10,3	11,9	16 781	2 348	4,2
85 Vendée	58,4	11,1	7,0	7 474	4 688	7,0
86 Vienne	61,4	10,8	7,4	12 042	4 660	10,7
87 Haute-Vienne	59,7	11,9	8,4	9 461	4 000	10,7
88 Vosges	59,7	11,3	9,6	10 618	3 226	8,7
89 Yonne	58,5	11,3	8,3	8 979	4 860	14,3
90 Territoire de Belfort	62,1	9,3	9,5	4 123	547	3,8
91 Essonne	64,2	6,9	7,1	25 441	1 490	1,2
92 Hauts-de-Seine	65,9	7,3	7,0	29 985	337	0,2
93 Seine-Saint-Denis	65,5	5,1	11,6	81 708	344	0,2
94 Val-de-Marne	65,5	7,1	8,1	40 615	412	0,3
95 Val-d'Oise	64,3	5,9	9,3	32 298	1 083	0,9
971 Guadeloupe	62,4	8,3	22,4	43 422	582	1,5
972 Martinique	62,5	10,0	17,8	35 956	630	1,7
973 Guyane	62,6	1,8	22,4	22 002	448	1,7
974 La Réunion	65,1	4,9	22,8	94 275	724	0,8
976 Mayotte	53,6	0,9	25,9	5 066	144	0,6
<b>France métropolitaine sauf Paris</b>	<b>61,8</b>	<b>9,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1 591 680</b>	<b>377 166</b>	<b>6,1</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>62,0</b>	<b>9,4</b>	<b>n. d.</b>	<b>1 653 104</b>	<b>378 791</b>	<b>5,9</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>62,4</b>	<b>5,4</b>	<b>0,0</b>	<b>200 721</b>	<b>2 528</b>	<b>1,2</b>
<b>France</b>	<b>62,0</b>	<b>9,3</b>	<b>n. d.</b>	<b>1 853 825</b>	<b>381 319</b>	<b>5,7</b>

Source : Insee, Drees, DGCL.

(a) Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (données provisoires).

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (données CVS et provisoires) ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2<sup>e</sup> trimestre 2017) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017, ne comprend pas Mayotte.

(c) Au 31 décembre 2017.

(d) Année 2017.

